

Premier Mai

Que les patrons payent pour la crise qu'ils ont eux-mêmes produite !

En cette nouvelle journée de la femme, le monde vit une catastrophe, avec une vague de licenciements qui mène au désespoir des millions de travailleurs partout dans le monde. La crise économique n'est déjà plus une sombre prévision, mais une réalité cruelle. Des banques et des industries font faillite, les services publics sont abandonnés à leur sort et la production agricole chute brutalement.

Ce Premier Mai 2009 n'est pas n'importe quelle date. En sa Journée Mondiale, la classe travailleuse de toute la planète vit des moments dramatiques. L'économie capitaliste traverse la plus grande crise des 80 dernières années.

Dans son désespoir pour sauvegarder les capitaux et les profits, la bourgeoisie mondiale entraîne les travailleurs et les secteurs populaires du monde entier, la majorité absolue de l'humanité, vers la catastrophe : licenciements en masse, usines fermées, réduction de la production industrielle et agricole, ce qui donne comme résultat plus de 250 millions chômeurs et un milliard de personnes anéanties par la faim. Les secteurs les plus touchés par la crise sont les secteurs les plus exploités de la classe ouvrière et des peuples, comme les femmes, les noirs et les immigrants. Dans certaines régions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, la crise signifie directement le risque de mourir de faim, comme l'a montré la « rébellion des affamés » de mars de l'année passée.

Mais les travailleurs du monde entier ne restent pas passifs ; leur résistance a déjà commencé et se renforce jour après jour. En ce Premier Mai, des millions de travailleurs descendront dans la rue pour protester et combattre contre la crise économique, contre les attaques des patrons et des gouvernements. C'est un moment privilégié pour faire progresser la conscience de toute la classe ouvrière sur la nécessité de se mobiliser en défense de ses emplois, de ses salaires, de ses droits et conquêtes.

C'est une grande occasion pour renforcer la disposition à la lutte, l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière, ainsi que la lutte politique du prolétariat contre le capitalisme. Toutefois, fortifier cette manifestation mondiale signifie non seulement se joindre aux manifestations, mais aussi faire face aux principales tâches que l'actuelle situation pose pour le mouvement ouvrier mondial.

Les gouvernements du monde entier attaquent les travailleurs

Face à la crise, il y a une unanimité dans tous les pays du monde : les gouvernements essaient de toutes les façons de sauver les grands chefs d'entreprise, principalement les banquiers, et cherchent à faire porter le coût de la crise aux travailleurs.

Les gouvernements du monde entier ont déjà injecté plus de quatre mille milliards de dollars dans le système financier mondial. Ils montrent de ce fait qu'en périodes de crise économique, l'Etat bourgeois agit comme une véritable « compagnie d'assurances » pour la bourgeoisie, en cherchant à garantir son capital.

D'autre part, et en même temps, les gouvernements stimulent des plans d'« ajustement » des entreprises, c'est-à-dire qu'ils soutiennent le licenciement de centaines de milliers de travailleurs, la suppression de postes de travail et qu'ils essaient d'éliminer des droits historiques des travailleurs avec l'excuse « d'éviter davantage de licenciements ». Ils favorisent les négociations pour réduire les salaires et augmenter la journée de travail, mais en ne garantissant même pas l'emploi des travailleurs. Et pas question, évidemment, de parler de rajustements salariaux.

Barack Obama, en qui tant d'Américains ont déposé leurs espoirs de changement, a donné mille milliards de dollars pour les banquiers, alors que six millions de travailleurs américains sont au chômage. Avec ceci, l'impérialisme essaie d'utiliser son image de « jeune dirigeant noir » pour freiner les luttes partout dans le monde. Obama est le président des Etats-Unis, le principal pays

impérialiste et le plus puissant, et il est là pour défendre les intérêts de ses multinationales, une chose qu'a oublié le président vénézuélien Hugo Chavez, qui veut maintenant être son ami.

Les gouvernements soi-disant « progressistes » ont laissé tomber leur masque. Le président du Brésil, Lula da Silva, a déclaré : « *Les travailleurs ne doivent pas revendiquer des rajustements salariaux pendant la crise* ». En même temps, le gouvernement brésilien va laisser 4,5 milliards de dollars à la disposition du FMI. Lula a même eu le courage de déclarer sans ambages : « *N'est-il pas très chic que le Brésil prête de l'argent pour le FMI ?* ». On est bien loin 1999, aux temps où Lula, alors dirigeant dans l'opposition, accusait de bon droit le FMI de provoquer un « génocide » avec les plans économiques qu'il imposait aux gouvernements endettés.

De son côté, le président vénézuélien Hugo Chavez a accusé les travailleurs qui faisaient grève contre les entreprises d'être des « saboteurs » et il a ajouté que « c'est le chef d'Etat qui va en découdre avec les travailleurs qui font grève ». En même temps, il a donné pour instruction aux organismes de répression policière de « *mettre en oeuvre contre les dirigeants des travailleurs les mesures de renseignement "qui s'imposent pour défendre les entreprises"* » (cité par <http://www.soberania.org/>, 12.03.2009).

Maurice Funes, le gagnant des élections présidentielles comme candidat du FMLN au Salvador, a déclaré que son gouvernement va défendre la propriété privée.

C'est en ces moments de crise économique et d'aggravation de la lutte de classes, que se confirment de la façon la plus claire, les mots de Marx Engels dans le Manifeste Communiste sur le rôle des gouvernements capitalistes : « *Le gouvernement de l'Etat moderne n'est qu'un comité pour administrer les affaires communes de toute la classe bourgeoise* ».

Tous les gouvernements capitalistes cherchent désespérément à paralyser la classe ouvrière à travers la tromperie et le mensonge. Ils disent que les crises sont inévitables, qu'elles ont toujours existé et existeront toujours, que celle-ci sera brève et qu'on voit déjà à l'horizon des signaux de reprise.

Leur objectif est clair : ils cherchent à attacher les mains des travailleurs, en anesthésiant sa volonté de combattre. Ils disent que ceux-ci ne peuvent pas faire face aux patrons parce que leurs emplois dépendent de ces derniers. Ils disent qu'il faut accepter des réductions de salaire et la perte de droits et de conquêtes pour pouvoir sauver les postes de travail. Cette propagande insidieuse et anesthésiante est l'action la plus importante des gouvernements pour sauver le capitalisme dans le monde entier.

C'est pourquoi, en ce Premier Mai, la Ligue Internationale des Travailleurs lance une alerte particulière à tous les travailleurs pour qu'ils n'aient aucune confiance en leurs gouvernements, en dépit du fait que ceux-ci se proclament « populaires », « progressistes » et même « révolutionnaires ». La majorité de la gauche mondiale soutient ce type de gouvernements bourgeois appelés « progressistes », mais l'expérience historique et actuelle démontrent clairement que l'appui populaire aux gouvernements de collaboration de classes entre la bourgeoisie et les organisations ouvrières mène inévitablement à la défaite de la classe ouvrière.

La crise économique montre une fois de plus que la seule alternative pour les travailleurs est de n'avoir confiance qu'en leurs propres forces, en la mobilisation et en l'organisation de leur propre classe, c'est-à-dire à maintenir une ferme position d'indépendance de classe face à la bourgeoisie, à ses partis et à ses gouvernements.

Un Premier Mai de lutte et d'unité.

Malgré tous les efforts de la bourgeoisie et de ses gouvernements, la réalité cruelle réveille de plus en plus chez les travailleurs la nécessité de combattre contre l'offensive qu'ils subissent.

En ce Premier Mai, la LIT appelle les organisations syndicales et populaires à exhorter les travailleurs à se mobiliser contre toutes les tentatives de leur faire supporter le coût de la crise économique.

Il faut organiser consciemment cette disposition croissante à la lutte. Il faut organiser la résistance contre les licenciements, la suppression de postes de travail, la remise en cause de droits et de conquêtes, le gel et la réduction des salaires.

En ce sens, l'unité de la classe ouvrière est fondamentale pour que sa mobilisation ait les plus grandes possibilités de succès. La LIT défend tout type d'unité dans la lutte pour faire face aux attaques des patrons et de leurs gouvernements. C'est pourquoi, en ce Premier Mai, nous appelons les travailleurs de tous les pays à combattre de façon unitaire pour ces revendications communes :

- Contre les licenciements et le chômage ;
- Pour la réduction de la journée de travail sans réduction de salaires ;
- Par la défense des salaires, des droits et des conquêtes ;
- Contre l'augmentation de la journée de travail, la détérioration des conditions de travail et l'augmentation de la charge de travail ;
- Contre la xénophobie et le racisme, en défense des droits des immigrants ;
- Contre la criminalisation des mouvements sociaux ;
- Contre la politique économique des gouvernements.

Cet appel à la lutte unitaire et aux actions communes de mobilisation doit s'adresser non seulement à la base du mouvement ouvrier, mais aussi à ses directions, en dépit du fait qu'elles sont conciliatrices. Il faut essayer d'unir tous ceux qui seraient disposés à mobiliser.

Nous mettons en garde, toutefois, sur le fait que le plus grand obstacle pour cette même lutte unitaire sont les directions opportunistes des travailleurs elles-mêmes, les dirigeants des grandes centrales syndicales nationales et internationales qui, dans leur immense majorité, ont honteusement accepté les justifications de la bourgeoisie et des gouvernements pour licencier et éliminer des droits des travailleurs. Dans le meilleur des cas, ces dirigeants se limitent à implorer, en vain, la bourgeoisie pour qu'elle modère ses attaques.

Cette trahison énorme constitue aujourd'hui le plus grand obstacle pour que les travailleurs du monde entier combattent de façon unifiée. La LIT dénonce avec insistance le rôle de ces dirigeants bureaucrates et traîtres et soutient l'effort de milliers de militants qui combattent partout dans le monde pour organiser des syndicats indépendants, combatifs et démocratiques, ainsi que d'autres formes d'organisation des travailleurs et des secteurs populaires. Nous sommes convaincus que cet effort se manifesterait en ce Premier Mai dans des manifestations ou des défilés d'organisations indépendantes. Les bataillons d'avant-garde de la classe ouvrière dans la bataille actuelle contre le capital y seront présents.

Mais tant qu'ils continueront à contrôler les appareils syndicaux et les organisations de masses, et en ce sens dirigent la majorité des travailleurs, il n'y a pas de façon de promouvoir une mobilisation massive sans **une politique d'exigence envers ses directions pour qu'elles rompent leurs accords avec les gouvernements et les entreprises, et se mettent à la tête de véritables plans de lutte nationaux.**

Si cet appel à la mobilisation unitaire est accepté, comme cela a été le cas, par exemple, avec plusieurs centrales syndicales au Brésil, le 30 mars, ou encore lors récentes des grèves générales en France, la lutte et la confiance en ses forces de l'ensemble de la classe ouvrière seront affermies. Il en est ainsi parce, vu l'ampleur de l'ennemi auquel il faut faire face, beaucoup de travailleurs ont pas mal de doutes concernant les possibilités de triomphe d'une lutte isolée. Au contraire, une lutte nationale unifiée offre d'emblée une perspective beaucoup plus grande de triomphe. De cette manière, une dynamique supérieure de mobilisation peut s'ouvrir qui, tôt ou tard, dépassera les limites que ces bureaucraties s'imposent.

Si, au contraire, l'appel n'est pas accepté, le refus fera avancer l'expérience des travailleurs avec ces directions. Dans les deux cas, il s'agit d'une politique indispensable pour renforcer la construction de nouvelles directions d'alternative à ces bureaucraties.

Une Journée Internationale de lutte contre le capitalisme impérialiste

La lutte unitaire contre l'offensive de la bourgeoisie mondiale est la première tâche du prolétariat mondial. Ainsi seulement, en combattant pour sa survie physique, il pourra se préparer pour les luttes décisives du futur. Toutefois, ce serait une erreur grave de penser que la lutte contre les effets de la crise se limite aux revendications en défense du travail, du salaire et des conditions de vie, et y trouve son point final.

La crise économique actuelle est seulement le résultat logique des contradictions du système capitaliste lui-même en décadence. La crise a démontré que le système capitaliste mène seulement à la faim, à la misère, aux guerres ainsi qu'à la destruction de l'humanité et de la nature. De crise en crise, de guerre en guerre, le capitalisme conduit l'humanité vers la barbarie. C'est pourquoi, ce Premier Mai sera, plus que jamais, une manifestation de dénonciation non seulement de la crise, mais du capitalisme lui-même.

Partout dans le monde, le prolétariat est la seule classe qui n'exploite pas d'autres classes, parce qu'elle vit de la vente de sa force de travail en échange d'un salaire qui lui permet à peine de survivre. C'est la classe qui se trouve au centre de tout le processus productif moderne, celle qui s'organise dans un travail collectif. C'est la seule classe qui peut offrir une alternative historique à la décadence du capitalisme. Cette alternative est le socialisme.

Seule une révolution socialiste, qui amène la classe ouvrière au pouvoir et qui impose des gouvernements socialistes des travailleurs, peut garantir une planification de l'économie qui en termine avec les crises et les pertes, à travers l'expropriation et l'étatisation, sous contrôle des travailleurs, des grands monopoles capitalistes, de tout le système financier et de la grande propriété agraire.

Seule une révolution socialiste peut mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme et mettre fin à tous les fléaux que provoque ce système basé sur le profit individuel : la faim, la misère, la destruction de la nature et les guerres.

Une révolution socialiste commence dans un pays, avec la prise du pouvoir par la classe ouvrière dans un Etat national, mais elle ne peut avoir des possibilités de succès, elle ne peut implanter un nouveau système socialiste, que si elle se fait à l'échelle internationale. Voilà quel est le programme historique du socialisme depuis le *Manifeste Communiste* de Marx et d'Engels, il y a 160 ans, qui proclamait : « *Prolétaires du monde entier, unissez-vous !* ».

Aujourd'hui, plus que jamais, il est fondamental de mettre en pratique cette devise. Ce n'est pas par hasard que le **Premier Mai** est le **Jour International de la Classe Ouvrière**. Les travailleurs n'ont pas de patrie : ils subissent l'exploitation et combattent contre elle dans tous les pays. C'est pourquoi, il faut combattre pour l'unité de tous les travailleurs d'Europe, des Etats-Unis, du Japon, avec la classe ouvrière d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique et de tous les pays exploités.

Il faut combattre pour la solidarité et l'unité entre les travailleurs autochtones des Etats-Unis, d'Europe, du Japon et des autres pays impérialistes avec les travailleurs immigrants qui subissent une exploitation et une discrimination brutales. Nous défendons ces travailleurs contre la xénophobie et le racisme, et nous appelons la classe ouvrière autochtone à faire de même.

L'objectif principal du combat mondial du prolétariat contre le capitalisme est de mettre en échec la bourgeoisie des principaux pays impérialistes, où se trouve la véritable forteresse de ce système. Dans cette lutte, les travailleurs des pays riches auront à leur côté les peuples des pays exploités du monde entier.

Aujourd'hui, les pays pauvres souffrent toujours d'avantage avec la crise économique : d'une part, l'exploitation de ses travailleurs augmente brutalement et, d'autre part, les bourgeoisies

impérialistes pillent de plus en plus leurs richesses, imposent des Traités de Libre Echange et des relations commerciales totalement inégales, et perçoivent la rente de dettes extérieures exorbitantes.

C'est pourquoi, en ce Premier Mai, la LIT appelle la classe ouvrière de tous les pays à manifester contre l'impérialisme sous toutes ses formes, sous toutes ses apparences. Il faut dénoncer qu'Obama continue à opprimer le peuple irakien tandis qu'il projette de transférer une grande partie de ses forces en Afghanistan. Troupes impérialistes hors d'Iraq et d'Afghanistan ! Tout notre appui à la lutte du peuple palestinien contre l'Etat nazi-sioniste d'Israël ! Troupes d'occupation hors d'Haïti !

Il est fondamental que le prolétariat assume comme sien la lutte des peuples des pays exploités, contre les plans de recolonisation impérialiste et pour l'indépendance nationale ; et qu'il soutienne totalement des drapeaux de lutte comme le non-paiement de la dette externe, la rupture avec le FMI et ses plans d'ajustement, la nationalisation des entreprises impérialistes, etc.

La classe ouvrière a besoin d'un Parti Mondial de la Révolution Socialiste

Le Premier Mai a une profonde connotation **politique d'indépendance de classe** : l'hommage mondial aux martyrs de la classe ouvrière assassinés par le capitalisme. Ce n'est pas par hasard qu'Albert Spees, un des martyrs de Chicago, a commencé son discours face au tribunal qui l'a condamné à mort avec les mots suivants : « *En m'adressant à ce Tribunal, je le fais comme représentant d'une classe sociale face à ceux d'une classe ennemie* ».

Et qu'après sa condamnation, il a affirmé : « *Ce verdict lancé contre nous est l'anathème des classes riches sur ses victimes spoliées, l'immense armée des salariés. Mais si vous croyez qu'avec notre pendaison, vous pouvez contenir le mouvement ouvrier, ce mouvement constant dans lequel s'agitent des millions de personnes qui vivent dans la misère, les esclaves du salaire ; si vous espérez vous sauver croyez cela, pendez-nous !... Ici vous vous trouvez sur un volcan, ici et là, et au-dessous, et à côté, et partout apparaît la Révolution. C'est un feu souterrain qui s'infiltré et mine tout.* »

En ce Premier Mai, ce caractère politique de classe est plus présent que durant de nombreuses années. La crise du capitalisme mondial et l'expérience avec l'exploitation réveille la conscience de millions de travailleurs partout dans le monde. De nouveaux secteurs de masses cherchent les syndicats, et les idées socialistes attirent à nouveau les travailleurs les plus avancés.

Toutefois, les idées socialistes ont besoin d'une organisation politique qui les défend et les met en pratique. **Et la lutte de masses, économique et politique, a besoin d'une direction politique révolutionnaire, un parti.** Depuis que la crise économique a explosé, en septembre de l'année passée, la LIT continue à insister sur cette tâche historique qui devient maintenant urgente : la construction d'un parti révolutionnaire international, constitué par des partis révolutionnaires nationaux.

« La lutte spontanée des masses à elle seule, toute héroïque qu'elle soit, ne mènera pas à la conquête du pouvoir. Pour faire la Révolution Socialiste mondiale, seule façon d'empêcher que le monde se précipite dans la barbarie, la classe ouvrière, se plaçant à la tête de tous les exploités du monde, a besoin d'une direction politique révolutionnaire qui la conduit.

La nouvelle situation mondiale ouverte par l'actuelle crise économique ouvre des possibilités énormes pour la construction de cette Internationale et ses sections, les partis révolutionnaires nationaux. Voilà le grand défi et la principale tâche des révolutionnaires en cette époque de décadence du capitalisme. » (Déclaration de la LIT-QI sur la crise de l'économie mondiale, octobre 2008)

L'existence d'organisations internationales révolutionnaires du prolétariat a toujours fait partie de l'histoire du mouvement ouvrier mondial. Durant plus de 150 ans de luttes, elle s'est manifestée dans la construction de plusieurs de ces organisations.

La plus récent parmi elles, la IVème Internationale, a été fondée en 1938 par Léon Trotsky, bien qu'elle se soit ensuite dispersé dans divers courants en 1953. A partir d'alors s'est posée la nécessité de la reconstruire sur des bases programmatiques solides.

C'est une nécessité, que l'actuelle crise économique et la décadence du capitalisme mettent à l'ordre du jour comme plus urgente que jamais, tant pour la lutte concrète contre les effets de la crise que pour la construction de la perspective plus stratégique de la révolution socialiste.

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale consacre toutes ses forces à cette tâche de construire cette Internationale révolutionnaire, la IVème Internationale et ses partis. Nos petites forces face à l'énormité de cet effort ne nous font pas peur. Voilà la tâche la plus indispensable pour tous les combattants parce qu'en elle se résume la possibilité que l'humanité ait un futur ou qu'elle soit conduite par le capitalisme à la catastrophe.

En ce Premier Mai, la LIT-QI s'adresse aux travailleurs qui ont été et sont à la tête des principales luttes de résistance, pour les inviter à se joindre à cette tâche historique : la construction du Parti Mondial de la Révolution Socialiste.

Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)

São Paulo, le 28 avril 2009